

Le Mouton NOIR

Journal départemental



n° 8

93

la
cgt

Finances
Publiques

dgfip.cgt.fr/93

EDITORIAL

Massacre à la tronçonneuse

Après l'annonce du premier ministre, un plan de départs volontaires est à prévoir. Selon Darmanin, il s'agit d'un plan « pour ceux qui souhaitent partir du fait de la réforme de l'Etat », départs volontaires pouvant être remplacés par des contractuels.

Le 15 février, l'avenir de la SNCF a été décliné par M. SPINETTA, déjà connu pour la privatisation de la compagnie Air France. L'objectif affiché est d'en finir avec le statut des cheminots, de fermer quelque 9 000 Km de lignes ferroviaires, d'augmenter les tarifs. En résumé, faire en sorte de réaliser des déserts ferroviaires.

A la DGFIP, sous couvert, une nouvelle fois, de moderniser l'état et de développer le numérique pour tous les services publics, le gouvernement vient d'annoncer sa méthode pour liquider la Fonction Publique (Comité interministériel de la transformation publique du 01/02/2018). Un véritable plan social est programmé par des vagues de départs volontaires, de la mobilité interne forcée, une très large extension du recours aux contractuels. Objectif : supprimer 120 000 fonctionnaires dont 50 000 dans la fonction publique d'État, la plupart dans notre administration. Pour la DGFIP, on parle de 4 000 par an jusqu'en 2023... Pour que les agents marchent au pas dans cette entreprise de destruction, « la rémunération doit être liée au mérite et à l'atteinte des résultats individuels et collectifs ».

Quant à l'avenir, tout projet de transformation des administrations « doit permettre un retour sur investissement d'un euro d'économie pour un euro d'investissement à l'horizon de trois ans ». Alors que le « tout » numérique pose le problème d'accessibilité pour les populations les plus fragiles, le dogme affiché est bien celui du recul de l'offre de service public ! Aucune ligne rouge ne semble exister pour l'Administration. C'est en substance le message que le directeur général a souhaité faire passer.

Tout démontre que « action publique 2022 » sera d'une ampleur et d'une violence sans précédent pour la fonction publique. Aussi, nous comprenons que la CGT boycotte les réunions du comité de suivi. Et on comprend mieux pourquoi les règles de gestion doivent être détruites, la mise en place de PPCR et du suivi de compétence accéléré.

Le démantèlement de la DGFIP est en cours. Fusions, restructurations, privatisations ; voilà le scénario annoncé. Pour cela, ils ont besoin de s'en prendre à nos statuts particuliers. La seule réponse possible est de préparer la grève, grève pour bloquer cette politique destructrice de nos emplois, de nos statuts, de nos régimes de retraite, des services publics.

D'ores et déjà, tous les fonctionnaires sont appelés à la grève le 22 mars.

Organisons-nous ! Seule une mobilisation massive des agents pourra les faire reculer !